

Conseil général du

18.12.2006

RAPPORT

NO 27

DU CONSEIL COMMUNAL

- a) **Prendre connaissance et discuter le rapport de la commission de la halle**
- b) **Discuter et approuver la variante proposée par la commission de la halle**
- c) **Discuter et approuver le nouveau mandat de la commission de la halle**
- d) **Election ou réélection des membres de la commission de la halle**

Le Conseil communal a pris connaissance du rapport de la commission de la halle (documents qui se trouvent en annexe).

Il a approuvé ce rapport ainsi que la proposition faite par la Commission qui consiste à étudier la construction d'un nouveau bâtiment et à donner le bâtiment actuel à une fondation qui doit être créée.

Il propose de lui confier le mandat d'établir le cahier des charges nécessaire à l'établissement d'une offre d'honoraire par un bureau d'architecture.

Accorder au Conseil communal un nouveau délai pour la réalisation de la Motion de M. Daniel Hubleur (PCSI) intitulée « Couverture des frais de fonctionnement de la STEP.

Le 24 avril 2006, le Conseil général a accepté la motion de M. Hubleur qui demandait que les frais de fonctionnement de la STEP ne soient pas exclusivement répercutés sur le prix du m³ d'eau mais que d'autres sources de financements soient élaborées.

La commission STEP s'occupait déjà à cette époque de la mise à jour de règlement concernant l'alimentation en eau.

La commission STEP a tenu compte, dans ces travaux de révision du règlement concernant l'alimentation en eau, de la décision du Conseil général.

Ce règlement a été ensuite soumis aux partis locaux. Malheureusement il n'a donné suite à aucun commentaire.

Ensuite, il a été adressé au service des communes dans le courant du mois d'octobre pour examen préalable. Il s'y trouve encore actuellement.

D'autre part, la Commission STEP s'est attaquée ensuite à la révision du règlement STEP.

La procédure de consultation auprès des partis a été lancée.

Conformément à l'article 28 al. 11 du règlement du Conseil général, d'organisation le Conseil communal demande au Conseil général de bien vouloir prolonger le délai de mise en œuvre de la motion de M. Hubleur jusqu'au 30 septembre 2007.

Discuter et approuver un crédit de Fr. 80'000.- destiné au remplacement des bancs de l'école primaire ainsi que son financement.

Depuis plusieurs années, les bancs des 5 classes primaires montrent des signes évidents d'usure. Lors de la rénovation de l'école primaire en 1999, seules les chaises avaient été remplacées. L'achat des 30 derniers nouveaux bancs remonte à 1965.

Aujourd'hui, la commission d'école propose de changer tous les bancs de l'école primaire. Pour cela, elle a demandé des offres auprès de 6 fournisseurs pour l'achat de 100 nouveaux bancs, puisque, 92 élèves sont attendus ces 4 prochaines années sans compter l'arrivée de nouveaux enfants.

Différents modèles de bancs ont été mis à disposition des élèves et des enseignants pendant deux semaines afin de choisir le plus adapté. Le choix de la Commission d'école s'est porté sur un modèle de banc classique à caisson.

Le devis est Fr. 77'928.-. Les bancs seront livrés en deux fois et la facture est payable sur quatre ans.

Le financement de cet investissement peut être assuré par une réserve comptable existante de Fr. 165'300.-. qui était à disposition de la commune pour la rénovation de l'école. Dès lors, elle peut servir au financement de cette dépense.

Le Conseil communal vous recommande l'acceptation de cet objet.

Lors de sa dernière séance, la commission financière a pris connaissance de ce projet.

Elle a approuvé cette dépense, compte tenu de l'ancienneté du matériel actuel.

**Donner un préavis concernant un crédit de Fr. 370'000.-
destiné à l'acquisition d'un domaine forestier de 52 ha
environ ainsi que son financement**

M. Sommerhalder Martin, propriétaire foncier aux Bois a proposé à la commune à vente de son domaine forestier.

Une estimation de ce domaine a été faite par M. A. Cattin, Garde forestier. Le prix moyen, selon le rapport de M. Cattin est de Fr. -.64/m².

En raison de l'augmentation actuelle du prix du bois, le Conseil communal propose de saisir cette opportunité qui permettrait à la commune de plus que doubler son patrimoine forestier.

De plus, le Conseil communal estime qu'il est de son devoir d'assurer un entretien à nos forêts dont l'importance écologique n'est plus à démontrer.

Le financement de cet investissement se ferait de la manière suivante :

Frais d'acquisition du domaine	Fr. 357'500.00	
Frais de notaire	Fr. 12'500.00	
Retrait sur les Fonds forestiers		Fr. 70'000.00
Emprunt bancaire		Fr. 300'000.00
	Fr. 370'000.00	Fr. 370'000.00

L'investissement net de Fr. 300'00000 pourrait être partiellement rentabilisé par le rendement de ces forêts. En effet, volume exploitable est d'environ 275 m³/an, ce qui permettrait de dégager un rapport d'environ Fr. 25.-/m³ par année, soit Fr. 6'800.-.

La commission financière a examiné ce projet.

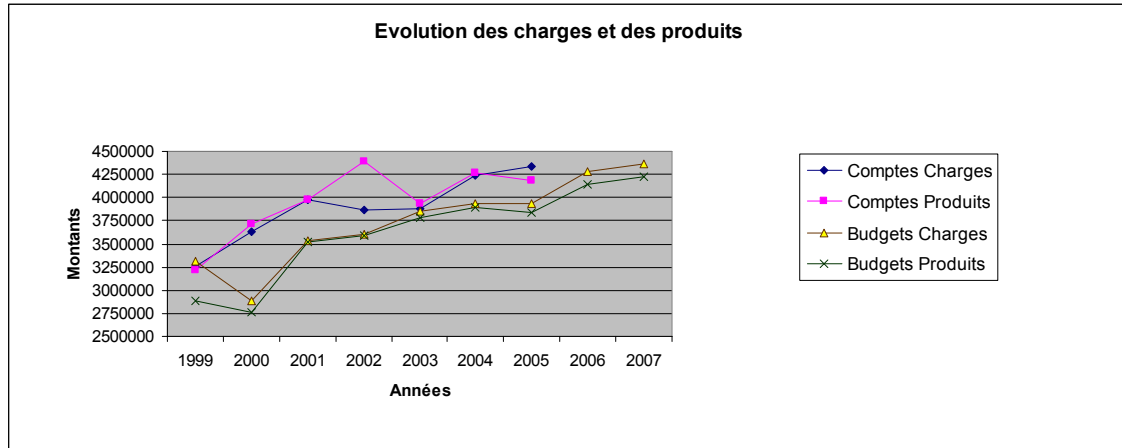
Si l'aspect financier n'est pas particulièrement favorable, elle propose néanmoins d'accepter cet achat compte tenu des aspects écologique et patrimonial qu'il représente. Avec l'intérêt qui est actuellement porté au bois, nul doute que cet investissement saura être rentabilisé.

Analyse du budget 2007

Budget de fonctionnement

Avec un total de charges de Fr. 4'368'750.- et Fr. 4'230'500.- de produits, le budget 2007 prévoit un excédent de charges de Fr. 138'650.-.

En pourcentage, par rapport au budget 2006, les charges augmentent de 2.03% alors que les produits augmentent de 2.06%.



Si l'on tient compte du budget 2006 qui prévoit un déficit Fr. 136'710.00 sur un total de charges de Fr. 4'281'760.00, soit 3.19% des charges de la commune, l'excédent de charges 2007 représente 3.18% des charges budgétisées.

Malgré le fait que nous vivions une conjoncture relativement favorable et que la population des Bois ait augmenté de 80 âmes ces dernières années, nous nous trouvons confrontés à une stagnation des revenus alors que les charges ne peuvent que difficilement être contenues.

En effet, en consultant la récapitulation générale du compte d'administration, on se rend bien vite compte que les problèmes que nous connaissons viennent du chapitre des impôts. Suite à l'intervention d'un membre du Conseil général lors de la présentation des comptes 2005, une analyse du rôle d'impôts a été faite. Il ressort de cette analyse les éléments suivants.

Malgré l'augmentation de la population en 2005, 67 contribuables du rôle d'impôts 2004 n'ont plus payé d'impôts en 2005 (départ de la commune, décès, ou suppression des acomptes), alors que 58 nouveaux contribuables seulement commençaient à payer des acomptes.

Le budget 2005 tenait compte d'une augmentation de 38 contribuables. Au décompte final, l'augmentation pour l'année 2005 ne représente que 22 contribuables. C'est donc à ce niveau que les objectifs n'ont pas été atteints. Ce manque peut être expliqué comme suit :

- 2 contribuables n'ont plus payé d'acomptes en 2005 alors qu'ils restaient domiciliés dans la commune en 2005.
- 13 jeunes gens qui séjournaient chez leurs parents ont quitté la structure familiale en 2005.
- 6 contribuables qui étaient domiciliés à la fin de l'année 2005 aux Bois n'étaient pas incorporés au rôle des contribuables au 31.12.2005.

Si on tient compte des 8 contribuables qui auraient dû figurer sur le rôle 2005, il n'aurait manqué que Fr. 18'000.- pour atteindre les objectifs figurant au budget.

Un autre élément intéressant est à relever. La nouvelle loi fiscale n'a eu pratiquement aucune incidence sur le revenu des impôts. Sur l'ensemble des revenus comparables pour les années 2004 et 2005, c'est une diminution de 0,53% qui est à mettre sur le compte de la réduction fiscale. Il est clair que, si l'on tient compte des augmentations du coût de la vie et du pouvoir d'achat, la perte est plus conséquente.

Le budget 2007 tient compte des dépenses et recettes de fonctionnement particulières suivantes :

Chapitre I

Le Conseil communal propose de remplacer le système informatique actuel. Même s'il peut encore être qualifié de récent, le matériel souffre déjà d'un manque de capacité. D'autre part, une dépense de Fr. 20'000.- a été consentie pour l'acquisition d'un système d'information du territoire, logiciel qui permettra de visualiser les données du plan de zones, du réseau d'eau, du réseau des canalisations, du PGEE et du registre foncier.

Chapitre II

La subvention cantonale versée dans le cadre de la péréquation financière sera comptabilisée dès 2007 dans le compte 940.444.00 selon les recommandations du service des communes.

Chapitre V

Un crédit de Fr. 80'000.- est demandé pour l'acquisition de nouveaux bancs d'école. Ce crédit figure dans le compte des investissements.

Comme il est impossible de connaître actuellement les horaires de la rentrée d'août 2007, les charges prévues pour les transports 2007 sont basées sur l'année scolaire 2006-2007. Il est également tenu compte de transports à Saignelégier (classe de transition) pour une somme de Fr. 19'000.-. Les subventions mentionnées au budget correspondent aux frais reconnus par le canton pour l'année scolaire 2006-2007.

Chapitre VI

Le montant des subventions pour la construction de nouveaux logements représente Fr. 133'000.-. Dès 2008, le montant des subventions sera quelque peu réduit en raison de la diminution des nouvelles constructions.

Comme mentionné plus haut, il a été tenu compte des frais de l'ouverture d'une crèche. Cette dépense n'est pas effective, nous attendons la reconnaissance de notre projet de la part des instances cantonales. De plus, le déficit sera activé afin d'éviter qu'il n'influence le compte d'administration de manière négative.

Chapitre IX

Le revenu des impôts a été estimé de façon prudente. En effet, au moment de l'établissement de la présente analyse, on constate que les objectifs du budget 2006 ne seront pas atteints. Le montant de la péréquation financière est de Fr. 243'000.-. Cette contribution est versée en raison de la diminution de la capacité fiscale de 2005 comme il l'a été signalé plus haut.

Chapitre XIV

La station d'épuration est en service depuis maintenant 3 ans. Les coûts de fonctionnement peuvent maintenant être cernés avec plus de précision. En raison de la consolidation de plusieurs investissements, particulièrement le crédit relatif à l'aménagement du lotissement du Jourez, de l'Orée, de la construction des STEPS du Cerneux-Godat et du Boéchet, les imputations des intérêts et amortissements grèvent fortement le budget de l'épuration. Néanmoins, les émoluments annuels, qui prévoient un prix du m3 d'eaux usées à Fr. 3.60, devraient permettre de couvrir les charges de ce service. En fonction des rentrées des taxes de raccordement qui doivent encore être facturées ces prochaines années, le Conseil communal espère pouvoir maintenir cette taxe à ce niveau, éventuellement de la réduire quelque peu.

Chapitre XV

Malgré les grands investissements relatifs à l'alimentation en eau potable, ce service est en mesure de s'autofinancer.

Budget des investissements

Le budget des investissements figure au budget annuel pour mémoire. Il comprend uniquement les objets ayant fait ou devant faire l'objet d'un crédit accepté par le peuple, le Conseil général ou le Conseil communal dans le cadre de leurs compétences. Il n'est pas soumis à votation.

Pour l'année 2007, le budget des investissements prévoit des dépenses pour la somme de Fr. 1'155'200.- Dans le détail, il prévoit les dépenses suivantes :

Chapitre II

Travaux de révision du plan de zones	Fr. 17'000.00
Révision complète du PAL	Fr. 60'000.00

Chapitre V

Achats de nouveaux bancs pour l'école primaire	Fr. 80'000.00
--	---------------

Chapitre VI

Construction d'une crèche	Fr. 638'200.00
---------------------------	----------------

Chapitre XV

Réfection de la conduite de Beauregard	Fr. 320'000.00
--	----------------

TOTAL	<u>Fr.1'155'200.00</u> =====
-------	---------------------------------

Les recettes d'investissement s'élèvent à Fr. 492'200.-. Elles comprennent les subventions à recevoir sur les investissements réalisés, les taxes de raccordement et les retraits sur les financements spéciaux.

Lors de sa dernière séance, la commission financière a pris connaissance du présent budget. Elle constate, d'une part, que la marge financière de la commune est particulièrement limitée et que, d'autre part, les recettes fiscales ne peuvent que difficilement être estimées avant la réception du décompte final des impôts qui est envoyé aux communes au mois de décembre seulement. De plus, avec le système de taxation « postnumerando » il n'est pas rare que des taxations fiscales soient arrêtées 2, voire 3 ans après l'année fiscale correspondante. Dès lors, l'élaboration d'un budget des recettes fiscales devient un exercice de style.